

Article 31 du Règlement

tifs. Profitons de ces avantages et faisons du Canada le pays numéro un.

* * *

LES PROGRAMMES SOCIAUX

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, l'état de l'économie a des répercussions sur nos enfants. Au cours de l'année écoulée, le nombre d'enfants de la région inscrits à l'aide sociale a augmenté de 50 p. 100. On évalue à 7 708 le nombre d'enfants recevant des prestations familiales. Il s'agit là d'une augmentation de près de 17 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier.

Qui plus est, les enfants des travailleurs pauvres ne sont pas comptés dans ces chiffres, pourtant, leurs parents ne reçoivent aucune aide et ont peine à joindre les deux bouts.

Dans le même rapport, nous apprenons que le nombre total de dossiers ouverts aux bureaux de l'aide sociale a augmenté de 45 p. 100 au cours des 12 derniers mois. Le gouvernement continue de fermer les yeux sur la souffrance. Il doit pourtant respecter son engagement d'alléger la pauvreté des enfants en parafant la Convention sur les droits de l'enfant.

Le gouvernement n'a pas hésité à plafonner les contributions du Régime d'assistance publique du Canada qui paie les programmes d'aide sociale que j'ai mentionnés.

Quand le gouvernement prendra-t-il finalement les mesures pour mettre fin à la souffrance de nos enfants?

* * *

[Français]

LA CUEILLETTE SÉLECTIVE À REPENTIGNY

M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne): Monsieur le Président, je suis très fier aujourd'hui de vous faire part d'un programme environnemental qui a été lancé dans la plus grande municipalité de mon comté, la ville de Repentigny.

En annonçant son projet de cueillette sélective, Repentigny donnait le coup d'envoi à un programme inédit dans le monde municipal canadien, un programme, monsieur le Président, qui moyennant une contribution de 25c. par semaine par propriétaire, crée un fonds en capital qui permet à cette ville d'initier des projets environnementaux, des projets innovateurs et payants au chapitre de la protection de l'environnement.

J'en profite donc, monsieur le Président, pour souligner le travail effectué par le maire de Repentigny, Me Jacques Dupuis, ainsi que le président du comité, M. Florian Chartrand, et tous les instigateurs de ce program-

me, les citoyens de Repentigny qui démontrent concrètement leur désir de préserver l'environnement. J'invite toutes les municipalités canadiennes à imiter la ville de Repentigny, car l'environnement, monsieur le Président, c'est l'affaire de tous.

* * *

• (1410)

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, hier, plus de 4 000 agriculteurs ont manifesté à Rose-town, en Saskatchewan, contre l'inaction du gouvernement devant la crise que traverse actuellement le monde agricole.

L'an dernier, au moment où le prix des céréales atteignait son plus bas niveau en une génération, le gouvernement a réduit de 1,3 milliard de dollars le budget des programmes de soutien des agriculteurs canadiens. L'hiver dernier, il s'était engagé à injecter plus d'un milliard de dollars dans le nouveau système de sécurité du revenu des agriculteurs pour leur accorder une aide provisoire d'urgence. Cependant, ces fonds n'ont pas encore été versés.

Cet automne, les agriculteurs canadiens se retrouvent devant une situation désespérée parce que le gouvernement ne leur a pas versé l'argent qu'il leur avait promis l'hiver dernier. De plus, il ne fait encore que de vagues promesses d'aide pour cet hiver. Il ne s'agit encore que de faux-semblants, comme la visite du ministre de l'Agriculture à Rosetown hier. Il s'est faufilé par la porte arrière et s'est tiré en douce par la porte de côté. Il n'a pas parlé aux agriculteurs et pratiquement personne ne savait qu'il était dans le centre sportif. Puis, à la télévision hier soir, il a annoncé que les agriculteurs canadiens qui perdent leur exploitation, leur maison et leur moyen de subsistance ne recevront aucune nouvelle aide.

J'exhorte le gouvernement à renoncer à ses simulacres, à arrêter de donner des réponses évasives et à accorder l'aide d'urgence qu'il avait promise l'hiver dernier.

* * *

[Français]

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, je veux parler du comité de cette Chambre sur le projet de loi C-17, le contrôle des armes à feu. Le whip conservateur s'est personnellement nommé membre de ce comité. C'est un fait très rare. Il a de plus utilisé son pouvoir pour nommer d'autres membres favorables à